Génocide au Rwanda

Les tensions du discours journalistique

Sophie Pontzeele, *Genocide in Rwanda. Tensions within the Journalistic Discourse*

Sophie Pontzeele

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/5016>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.5016

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2005

Pagination : 319-338

ISBN : 978-2-86480-868-8

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Sophie Pontzeele, « Génocide au Rwanda », *Questions de communication* [En ligne], 8 | 2005, mis en ligne le 01 décembre 2005, consulté le 08 avril 2021. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/5016> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.5016>

> NOTES DE RECHERCHE

SOPHIE PONTZEELE

Centre lillois d'études et de recherches sociologiques et économiques

Université Lille 1

sophiepontzele@yahoo.fr

GÉNOCIDE AU RWANDA. LES TENSIONS DU DISCOURS JOURNALISTIQUE

Résumé. — Il s'agit d'analyser le traitement médiatique du génocide au Rwanda dans sept quotidiens belges et français. Le fonctionnement du champ journalistique et ses contraintes – les impératifs de rentabilité financière notamment – éclairent certaines caractéristiques de la couverture du génocide. Dans un premier temps, les principaux schèmes interprétatifs mobilisés par les journalistes sont étudiés. Puis, à partir de travaux de Luc Boltanski, sont examinées les tensions du discours journalistique entre topiques du « sentiment » et de la « dénonciation ». Cependant, la typologie des discours ainsi esquissée n'exclut pas que des journalistes aient puisé dans des topiques différentes pour alimenter leurs analyses.

Mots clés. — Champ journalistique, génocide, Rwanda, conflit ethnique, pitié, dénonciation.

Il s'agit de proposer une analyse sociologique de la couverture du génocide au Rwanda par de grands quotidiens belges et français. Dans ces deux pays, le volume d'articles publiés sur le génocide des Rwandais tutsis fut d'autant plus important que les États belge et français s'y trouvaient directement engagés¹. On se focalisera sur deux aspects essentiels de l'analyse des événements par les journaux : l'emploi ré-pétitif de certains schèmes interprétatifs stéréotypés² et les tensions du discours journalistique entre topiques du sentiment et de la dénonciation, notamment après l'annonce de l'opération Turquoise³. Autrement dit, il s'agit de savoir comment, face au spectacle de la « souffrance à distance » (Boltanski, 1993), les différents journaux ont arbitré entre le registre de la pitié envers les victimes et celui de la dénonciation de leurs bourreaux. De façon transversale, on expliquera ce que ces principales caractéristiques du traitement médiatique du génocide doivent aux logiques internes de fonctionnement du champ journalistique, à ses rapports au champ politique ainsi qu'aux contraintes économiques qui pèsent sur la production de l'information⁴. Pour ce faire, sera mobilisée la notion de « champ », telle qu'elle fut envisagée par Pierre Bourdieu (1984) puis réinvestie dans le cadre de nombreux travaux menés en sociologie des médias et du journalisme. Tout en dégagant quelques grandes tendances, on montrera que des divergences sensibles d'interprétation se sont manifestées à plusieurs niveaux : entre les quotidiens, d'une part ; d'autre part, au sein de chaque journal, surtout entre les rédactions et les journalistes sur le « terrain ». Il y a quelques années, Patrick Champagne (1995 : 225) écrivait qu'« il n'est guère possible

¹ La couverture journalistique du génocide des Rwandais tutsis vérifie une loi devenue classique s'agissant des événements internationaux : selon ce que les manuels de journalisme qualifient de « loi de proximité », la presse tend à privilégier une perspective nationale dans le traitement de l'actualité internationale. Ceci a déjà été observé par Charaudeau et al. (2001) à propos de la médiatisation du conflit en Bosnie. En 1994, ce phénomène s'est manifesté par deux « pics » très nets dans la couverture de la presse française : le premier durant la première quinzaine d'avril, correspondant à l'évacuation des ressortissants étrangers du pays, le second après la mi-juin et l'annonce de l'opération militaro-humanitaire Turquoise décidée par le gouvernement français. Durant ces deux périodes, l'intensité de la couverture augmente fortement, et cela tant dans les quotidiens que dans les journaux télévisés de TF1 et France 2 (Siméant, 2006). Dans les deux journaux belges, on observe un « pic » très important durant le mois d'avril, qui s'explique par le grand nombre d'articles portant sur la mort de dix casques bleus belges à Kigali le 7 avril et sur la conséquence de cet événement au plan national et international.

² Sur ce point, voir aussi Le Pape (1995a).

³ Vers la mi-juin 1994, le gouvernement français annonça son intention d'intervenir au Rwanda pour « protéger les civils menacés d'extermination ». Le 22 juin, le Conseil de sécurité des Nations unies vota la résolution 929 qui autorisait la mise sur pied d'une opération multinationale sous commandement français, à des fins humanitaires et pour une durée limitée à deux mois. Les troupes françaises se retirèrent du Rwanda le 21 août 1994.

⁴ À propos de l'influence des contraintes économiques et des conditions de production de l'information sur le travail des reporters au Rwanda, voir Dauvin (2006).

de parler des journalistes en général », ajoutant que le « discours générique sur “le journaliste” constitue en fait un obstacle majeur à l’appréhension du champ de relations à l’intérieur duquel il se situe et prend sens ». C’est précisément ce « discours générique » qu’il s’agit de dépasser pour mieux comprendre comment s’est construite l’information sur cet événement dans les presses quotidiennes belge et française.

L’analyse porte sur cinq quotidiens nationaux français – La Croix, L’Humanité, Le Figaro, Le Monde, Libération –, et sur les deux principaux quotidiens belges francophones – La Libre Belgique et Le Soir. Cette sélection inclut les titres des deux presses quotidiennes nationales dont l’audience est la plus large et permet également de comparer des journaux aux références hétérogènes : d’obédience catholique – pour La Croix et La Libre Belgique –, ou laïcs, classés à gauche – comme Libération et le quotidien du Parti communiste français (PCF), L’Humanité –, ou considérés comme proches de la droite gouvernementale pour Le Figaro. Le corpus est à la fois homogène et exhaustif, puisqu’il est constitué par l’ensemble des articles, quel que soit leur genre journalistique – reportages, éditoriaux, dépêches, courriers de lecteurs etc. –, portant sur le Rwanda et parus entre le 1^{er} avril et le 15 juillet 1994. Soit quelques jours avant l’attentat du 6 avril 1994 contre l’avion du président rwandais Juvénal Habyarimana, événement déclencheur du génocide, jusqu’au 15 juillet 1994, onze jours après la prise de Kigali par le mouvement rebelle du Front patriotique rwandais (FPR)⁵ et avant l’épisode fortement médiatisé de l’épidémie de choléra dans les camps de réfugiés du Zaïre. En d’autres termes, il s’agit d’étudier – précisément et uniquement – la période durant laquelle fut perpétré le génocide. Entre ces deux dates, l’ensemble des articles portant en titre les termes « Rwanda », « Kigali », « Hutu(s) » ou « Tutsi(s) » ont été sélectionnés, de même que ceux dont la moitié du contenu au moins portait sur les événements du Rwanda, leurs répercussions dans la sous-région ou les discussions qu’ils provoquèrent au plan national ou international⁶. Précisons que les illustrations iconographiques ou photographiques accompagnant certains papiers ne figurent pas dans le corpus. En effet, à elles seules, elles justifieraient une analyse séparée et requérant des méthodes spécifiques. Pour chaque article, les sources citées par les journalistes furent systématiquement relevées dans le but de détermi-

⁵ Ce mouvement fut formé en Ouganda par des exilés tutsis de la seconde génération, dont les parents avaient fui le Rwanda à la suite des exactions et massacres perpétrés contre les Tutsis par le pouvoir, en 1959, 1963, ou encore 1973.

⁶ Sur cette base et indépendamment de leur taille, l’analyse porte sur un total de 2004 articles. Pour plus de précisions sur la méthodologie de constitution du corpus, voir Pontzele (2004). Les quotidiens Libération et L’Humanité, qui n’avaient pas été traités dans la thèse, sont ici inclus dans l’analyse. Selon les mêmes critères, le premier a publié 213 articles et le second 314.

⁷ Il s’agit de : C. Braeckman et R. Girard, envoyés spéciaux des journaux Le Soir et Le

ner le système de référence de chaque quotidien et de chacun des principaux journalistes ayant couvert la crise rwandaise. Les expressions employées pour aborder la question des rapports interethniques, les références historiques convoquées ou encore le recours aux termes « génocide » ou référant au judéocide firent également l'objet d'un relevé minutieux, permettant ensuite la constitution d'indicateurs précis. Enfin, nous avons effectué des entretiens avec plusieurs journalistes⁷, que nous avons notamment invités à réagir sur le résultat de nos analyses.

Les évolutions du champ journalistique

Identifier les logiques de traitement du génocide dans la presse suppose, au préalable, de connaître l'état des rapports internes au champ journalistique au début des années 90, mais aussi de comprendre les relations de ce champ avec les champs économique et politique. Il ressort des travaux en sociologie des médias que la période des années 80 et 90 fut marquée par des évolutions profondes : l'emprise des critères financiers de rentabilité sur le journalisme, y compris sur les principaux quotidiens d'information générale, devient extrêmement forte. L'audimat, créé par la télévision au début des années 80, impose progressivement sa logique aux quotidiens. Fragilisés par la baisse de leurs ressources publicitaires, les journaux sont contraints de se plier davantage aux « attentes du public » pour accroître leurs ventes ou en éviter la diminution. Dans la presse française, l'évolution de la ligne éditoriale du quotidien *Le Monde* constitue un exemple particulièrement significatif. En effet, ce journal occupait une position dominante incontestée dans le champ journalistique jusqu'à la fin des années 70, non en raison de sa diffusion mais à cause de sa légitimité et du magistère intellectuel qu'il exerçait, parvenant à hisser au rang de modèle professionnel sa conception de l'information. Face à la concurrence de la télévision, qui devint prédominante et imposa sa logique commerciale à l'ensemble du champ, *Le Monde* dut s'adapter « en redéfinissant sa conception de l'information en fonction de celle qui domine alors dans le champ » (Champagne, 2000 : 17). Comme le démontre Julie Sedel (2004 : 312), « Le poids des logiques d'audience sur le traitement de l'information est devenu de plus en plus présent dans les pages du journal *Le Monde* ».

Sans entrer dans le détail de ces transformations, il faut indiquer qu'elles eurent un impact important sur la hiérarchisation des informations, le renforcement de la contrainte de lisibilité, la rapidité imposée par la concurrence et une tendance croissante à l'uniformisation des contenus ou à ce que certains qualifient de « suivisme » éditorial⁸.

Figaro, N. Copin, rédacteur en chef de *La Croix* en 1994, S. Smith, ancien responsable du service Afrique de Libération et M.-F. Cros, spécialiste de l'Afrique des Grands Lacs à *La Libre Belgique*. Nous avons également eu des échanges électroniques avec P. de Saint-Exupéry (*Le Figaro*) et C. Lesnes (*Le Monde*).

⁸ À propos des contraintes qui pèsent sur « l'écriture journalistique », voir Neveu (2001).

⁹ L'ORTF a été démantelé en 1975 et la loi qui a mis fin au monopole d'État sur les médias

En outre, Dominique Marchetti (2000) indique que, le poids de l'économie se conjuguant aux évolutions de la situation politique internationale, le modèle du journalisme d'opinion encore largement opérant dans les années 70 se voit disqualifié, au cours des années 80, au profit d'un modèle professionnel valorisant l'« objectivité », la relation des faits et l'indépendance (affichée) envers les sources (Marchetti, 2000). En effet, le journalisme d'investigation se présente selon Jean-Marie Charon (2003 : 142), comme une réponse à la « crise du journalisme politique » qui met en péril la crédibilité et la légitimité de la profession. Dès lors, le genre du « commentaire » se trouve dévalorisé, tandis que l'affirmation d'idées ou de partis pris apparaît comme une transgression des règles du professionnalisme journalistique.

La logique de rentabilité financière exerce aussi ses effets sur les rapports internes aux quotidiens : le poids des rédactions – plus directement liées au pôle commercial – s'accroît au détriment de l'autonomie des journalistes de « terrain ». La nécessité de maintenir le consensus le plus large en évitant toute prise de position clivante qui pourrait indisposer une fraction du public potentiel du journal, tend d'une façon générale à exercer des effets de censure sur les contenus. En France, depuis la fin du monopole d'État sur la télévision et la radio⁹, le pouvoir exécutif n'a plus les moyens d'imposer un contrôle direct sur les émissions diffusées. Mais le champ médiatique n'est pas pour autant devenu autonome par rapport au pouvoir politique qui « s'exerce aujourd'hui sur la presse sous la forme indirecte du pouvoir économique » (Champagne 1995 : 219). Nous verrons que cet état des relations internes et externes du champ journalistique éclaire certaines caractéristiques de la couverture du génocide de 1994 au Rwanda.

Sur quelques schèmes interprétatifs récurrents

Pour l'essentiel, mobiliser des schèmes interprétatifs préexistants et supposés connus du public relève d'une nécessité induite par les contraintes qui s'exercent sur la production de l'information. Couvrir les « événements » dans l'urgence tout en proposant une analyse simple et lisible, et ce avec une économie de moyens dans une période où les journaux cherchent à réduire leurs coûts tout en élargissant leur public, rend la presse perméable aux analyses stéréotypées.

En outre, la fin de la guerre froide ayant invalidé la grille de lecture des crises internationales en termes d'affrontement Est/Ouest, les journalistes puisent régulièrement dans le registre identitaire pour mettre en perspective les événements. Ainsi la qualification « ethnique » ou re-

audiovisuels date du 29 juillet 1982.

¹⁰ Selon cette théorie, les Tutsis seraient des envahisseurs étrangers ayant imposé aux paysans hutus une domination de type féodal durant des siècles.

ligieuse des belligérants se substitue-t-elle à l'analyse des antécédents politiques et sociaux des crises. S'agissant de l'Afrique, plusieurs facteurs aggravent cette tendance : le manque de spécialistes du continent dans les médias occidentaux (Dupaquier, 2002), la faiblesse des médias nationaux africains qui se trouvent dans l'incapacité de produire et diffuser des contenus alternatifs sur la réalité sociale de leurs pays (De La Brosse, 2000), ainsi que les représentations issues de l'époque coloniale, encore largement opérantes dans l'espace public, favorisent le recours au thème de la « guerre ethnique ». Lors du génocide de 1994 au Rwanda, ce registre fut de nouveau largement mobilisé, bien qu'il existe de ce point de vue d'importantes différences entre les journaux. L'Humanité, en particulier, s'opposa explicitement à une telle grille de lecture ; pourtant, le journal recourut aussi à un schème d'analyse qui, pour être différent, n'en était pas moins stéréotypé. D'autres interprétations relevant, elles aussi, de la logique du « déjà-vu » ou du précédent, constituèrent des éléments d'explication répétitifs et communs à la plupart des journaux. Nous en soulignerons quelques-unes. Enfin, l'examen du positionnement des quotidiens à l'égard de l'opération Turquoise, qui débuta le 22 juin 1994, permettra de s'interroger sur les rapports entre le champ journalistique et le champ politique, mais aussi sur les rapports internes aux rédactions des quotidiens ou encore sur leur positionnement à l'égard du discours humanitaire.

Le schème de l'affrontement interethnique

Dans les premiers jours qui ont suivi l'attentat du 6 avril 1994, la plupart des journaux ont publié des articles où les massacres qui débutaient au Rwanda apparaissaient comme une nouvelle manifestation d'un antagonisme « ethnique » ou « tribal » ancien. Le 8 avril, un article du quotidien *Le Figaro* est titré : « L'attentat qui a tué deux présidents libère les haines tribales » ; le lecteur y apprend que « les "pays aux milles collines" restent les otages d'un antagonisme séculaire entre deux tribus, les Hutus et les Tutsis ». Le même jour, dans un « Bulletin » publié par *Le Monde*, on peut lire que « l'histoire post-coloniale [du Rwanda et du Burundi] est ponctuée de massacres interethniques ». Dans cet article, il n'est jamais question des partis politiques rwandais ni du FPR, mais uniquement des Hutus, « l'ethnie majoritaire », et des Tutsis, « classe dirigeante à l'époque du colonisateur belge ». Le lendemain, Marc Lathuillière évoque lui aussi dans *La Croix*, bien que de façon moins caricaturale, « l'engrenage de la violence ethnique ». Dans *Libération*, alors que d'autres articles contestent une telle interprétation on trouve, le 11 avril par exemple, le même type d'« analyse » évoquant les « massacres interethniques entre Hutus (majoritaires) et Tutsis », qui seraient récurrents depuis trente ans. Dans *La Libre Belgique*, Marc Opsomer décrit le 8 avril la « méfiance séculaire » qui règne entre Hutus et Tutsis et évoque le risque que la mort des présidents rwandais et burundais « ne re-

lance, une fois encore, de cruelles guerres ethniques » dans ces pays.

Il ne s'agit pas d'affirmer que l'ensemble des quotidiens français et belges se contentèrent, durant trois mois et demi, de décrire les massacres au Rwanda comme la nouvelle manifestation d'une haine ancestrale entre ethnies. Dans la plupart des journaux, ce type d'analyse cohabita avec des articles qui la remettaient explicitement en cause. Les deux journalistes qui signèrent le plus d'articles sur le Rwanda dans *Le Soir* et *La Libre Belgique* – Colette Braeckman et Marie-France Cros, qui réalisaient des reportages dans les pays de la région depuis plusieurs années – s'opposèrent vigoureusement à cette grille de lecture qui, selon elles, offrait une justification à la passivité de la communauté internationale devant le génocide. De plus, ces deux journaux décrivirent, dès les premiers jours, des massacres organisés et préalablement planifiés, à l'opposé d'une soi-disant explosion de haine entre deux ethnies. Pourtant, même dans les quotidiens où les articles fondés explicitement sur une vision de l'histoire rwandaise en termes d'affrontements interethniques furent isolés, la dénomination des belligérants par leur seule « identité ethnique » s'avérait fréquente et parfois presque systématique, ce qui renvoyait implicitement aux mêmes analyses. Cela se vérifie surtout dans la presse française, où ce trait est renforcé par la publication des dépêches de l'AFP : dans la plupart des papiers de l'agence, repris dans les différents journaux, prévalait une lecture ethniste des événements (Maillard, 2002). L'analyse dominante chez les représentants successifs du gouvernement français a sans doute favorisé l'adoption d'un tel cadre d'analyse ethnociste par une partie des journalistes. En effet, depuis le début de la guerre en 1990, les responsables politiques français estimaient qu'en tant que représentant de l'« ethnie majoritaire » hutue, le régime Habyarimana était légitime. Les dirigeants français n'envisageaient même pas, semble-t-il, que les Rwandais puissent déterminer leur orientation politique indépendamment de leur appartenance ethnique. Dans *Le Figaro*, le recours aux thèmes de l'affrontement interethnique, explicitement adossé aux théories de l'époque coloniale, se manifesta avec constance et cohérence dans tous les types d'articles : chez la plupart des journalistes de la rédaction, sous la plume de l'envoyé spécial Renaud Girard, dans les courriers de plusieurs lecteurs, ou encore la tribune du seul « expert » invité à s'exprimer, Bernard Lugan, connu pour être proche de l'extrême droite et dernier universitaire à affirmer qu'Hutus et Tutsis constituent des « races » distinctes. À la différence des autres quotidiens où ce sous-bassement restait le plus souvent implicite, le journal se fondait, dans plusieurs articles, sur l'« hypothèse hamite »¹⁰, aujourd'hui considérée comme scientifiquement indéfendable par les spécialistes¹¹.

Il faut pourtant souligner que si, dès les premiers jours, le stéréotype de la guerre ethnique fut mobilisé par la plupart des quotidiens, les reportages publiés ne tardèrent pas à décrire le rôle de l'administration et de l'armée dans l'organisation des tueries, contredisant ainsi la thèse de la « fureur populaire ». La plupart des envoyés spéciaux ou des correspondants des journaux dans la région réalisèrent un remarquable travail de description des événements. Par leurs articles, le lecteur pouvait connaître la façon dont les tueries s'étaient déroulées dans telle ville ou telle préfecture, accéder aux témoignages de rescapés et parfois de tueurs, comprendre le fonctionnement de la « machine à exterminer », mise en œuvre par le pouvoir¹². L'invocation de « massacres spontanés » par le gouvernement intérimaire rwandais se trouvait contredite par ces reportages. En revanche, elle pouvait s'intégrer aisément dans le rappel des massacres « cycliques » connus par un Rwanda miné par les rivalités ethniques que décrivaient des éditoriaux, des commentaires ou des tribunes. À la lecture de certains journaux, une tension parfois vive se manifeste entre les récits du « terrain » et les commentaires ou analyses issus des rédactions. En effet, le cadre explicatif des « haines ethniques ancestrales » s'avère peu compatible avec les descriptions de la planification et de l'encadrement des tueries, par un État et une armée très efficaces dans la mise en œuvre d'un génocide qui ne doit pas grand chose aux haines spontanées. La plupart des reportages publiés permettait d'identifier le caractère systématique des massacres ainsi que la cible des tueurs : les Tutsis, indépendamment de leur sexe, de leur âge ou de leurs orientations politiques. Cependant, dans *Le Monde*, les reportages du correspondant de RFI, Jean Hélène, maintinrent pendant plus de deux mois une relative symétrie entre le génocide commis par le camp gouvernemental et les exactions du FPR. De plus, la distinction entre ces massacres et la guerre n'apparaissait pas clairement. Étant donné la légitimité et la position dominante dans le pôle intellectuel du champ journalistique – certes contestée mais toujours bien réelle – de cet organe de presse, la remarque n'est pas anodine.

De façon générale, les usages variables et parfois incompatibles de ce schème de la guerre ethnique illustrent la capacité de la presse à tenir des discours contradictoires. Au-delà des oppositions entre les titres, qui reflètent la diversité des analyses, des contradictions internes au discours tenu par une rédaction, voire par un même journaliste, se manifestent à plusieurs reprises. Devant la nécessité de produire une analyse simple des événements dans un temps limité, certains journa-

¹¹ Voir notamment les travaux de Vidal (1985).

¹² Sur les reportages parus dans les quotidiens français, voir Le Pape (1995b) et Frilet (1995).

¹³ Sur ce sujet, A. Krieg-Planque (2003 : 78) pointe les contradictions du discours journalistique mises en lumière par l'interprétation des viols subis par des femmes bosniaques

listes n'hésitent pas à puiser alternativement dans des schèmes explicatifs que la logique oppose, sans que cela nuise – pour autant qu'on puisse en juger – à leur légitimité. Ce phénomène ne caractérise pas uniquement la couverture du génocide au Rwanda : la médiatisation du conflit en Bosnie, notamment, a déjà fourni des exemples de cette propension des journaux à s'affranchir des règles de la cohérence¹³.

Un conflit politique : l'analyse de L'Humanité

Au préalable, il faut souligner l'homogénéité des explications développées dans L'Humanité. Dans tous les autres journaux, on constate au minimum des nuances d'interprétation, par exemple sur l'opération Turquoise, voire des divergences d'analyse entre éditorialistes et envoyés spéciaux, entre les différentes tribunes publiées, entre les dépêches et les commentaires. Dans L'Humanité, la cohérence de l'analyse est totale ; c'est pourquoi, dans cette section, nous parlerons des positions du journal sans toujours préciser de quel genre d'article ni de quel journaliste il s'agit. Au contraire des autres quotidiens, on ne relève dans L'Humanité aucun article, même isolé, qui présenterait une analyse des événements en termes d'affrontement interethnique. En outre, la qualification des belligérants par leur appartenance ethnique y est extrêmement rare, quasiment inexistante. Non seulement le journal s'est abstenu de recourir à une telle interprétation, mais il l'a très tôt dénoncée comme une séquelle de la mentalité coloniale. Refusant les représentations encore dominantes des sociétés africaines dans l'espace public, le quotidien n'en mobilisa pas moins dès le début, lui aussi, un cadre d'analyse préexistant qui permettait d'intégrer, dans un schème simple et immédiatement lisible, les événements complexes survenus dans un pays mal connu du public français. Une grille de lecture des événements internationaux d'inspiration « marxiste »¹⁴ fut adoptée : au Rwanda, une rébellion « progressiste » et populaire luttait contre une dictature soutenue par l'impérialisme. En l'occurrence, le rôle de la rébellion était rempli par le FPR, celui de la dictature inféodée par le gouvernement intérimaire héritier du régime d'Habyarimana et la puissance

pendant la guerre. Ces viols furent majoritairement analysés comme un « instrument de destruction identitaire du groupe », au prétexte que « les femmes violées sont particulièrement humiliées du fait de leur culture musulmane ». Or, remarque l'auteur, « ce que ces commentateurs semblent ne pas percevoir – et qui certainement trouble la compréhension générale du conflit – c'est que leur thèse entre en contradiction avec un discours, majoritairement tenu, selon lequel les musulmans bosniaques sont hautement laïcisés et s'identifient à la culture européenne ».

¹⁴ Sur ce sujet comme sur d'autres, il existe des analyses divergentes se réclamant du marxisme. C'est pourquoi nous avons mis ce terme entre guillemets.

¹⁵ Voir J. Chatain, « Léotard au Rwanda : négociez "malgré le génocide" », L'Humanité,

impérialiste par la France. Le registre de la « guerre de libération » fut amplement sollicité pour décrire l'avancée des troupes du FPR. Par deux fois, des journalistes allèrent jusqu'à évoquer l'« insurrection populaire » dirigée par le FPR contre la « dictature » au pouvoir¹⁵, ce qui constituait pour le moins une vision déformée des événements.

Tout en mobilisant un discours opposé à celui de la guerre ethnique, L'Humanité répond ainsi efficacement à des contraintes de même type que celles des autres journaux : expliquer, avec une économie de moyens et dans un souci de lisibilité, les événements qui se déroulent au Rwanda. Dans ce but, le quotidien puise dans les ressources du discours idéologique qui lui est propre, plutôt que dans les représentations dominantes perçues comme une émanation de l'époque coloniale. Bien qu'occupant dans le champ journalistique une position particulière, vu son statut d'organe officiel du PCF qui le place à l'intersection du champ politique, il semble que L'Humanité obéisse aux mêmes logiques que ses confrères, en s'adaptant toutefois à un public spécifique et plus circonscrit. Avec cette différence cependant notable : non seulement les journalistes peuvent y afficher des prises de position partisans dans les articles de commentaire ou d'analyse mais, ce faisant, ils se conforment aux attentes de leur public et au modèle de la « presse d'opinion » qui demeure largement celui du journal. Cela n'excluant pas la référence aux valeurs journalistiques de rigueur et d'indépendance. En outre, le FPR étant perçu comme un mouvement de libération, l'organisation et ses dirigeants furent considérés par le quotidien comme une source fiable en toutes circonstances. Le journal abandonna toute distance critique à son égard et lorsque, le 1^{er} juillet, Jean-Paul Piérot évoqua les exactions imputées au FPR, il insista sur le fait que le rapporteur spécial des Nations unies, René Degni-Segui, n'en avait trouvé aucune preuve. L'Humanité ne fut d'ailleurs pas le seul journal à adopter une telle attitude envers le mouvement rebelle. Les massacres dont il s'est rendu coupable – d'une nature différente et sans commune mesure avec le génocide commis par le camp gouvernemental, mais parfois de grande ampleur – ne furent presque jamais mentionnés dans la presse où le FPR apparaissait le plus souvent comme un mouvement soucieux d'épargner la vie des civils. D'autre part, le cadre d'analyse adopté par L'Humanité conduisit sa rédaction à s'opposer radicalement à l'opération Turquoise, annoncée par la France à la mi-juin. Selon le journal, les préoccupations « humanitaires » de « l'impérialisme » français ne pouvaient que masquer des intentions inavouables, comme

30/06/94, pp. 12-13 et « Une cause difficile à défendre », L'Humanité, 06/07/94, p. 3.

¹⁶ R. Girard, « Rwanda : les faux pas de la France », Le Figaro, 19/05/94.

¹⁷ Le judéocide compte parmi les précédents historiques régulièrement mobilisés par la presse : par exemple pendant la guerre en Yougoslavie, particulièrement suite à la « dé-

le soutien aux forces génocidaires en déroute. Nous y reviendrons.

La logique des précédents historiques

Le « complexe de Fachoda »

ou l'opposition entre anglophones et francophones

Dans tous les quotidiens, bien qu'à des fréquences variables, ce thème apparaît dès lors qu'il s'agit d'expliquer l'engagement militaire et diplomatique du gouvernement français aux côtés du régime rwandais. Ainsi les envoyés spéciaux du Figaro affirment-ils, dans plusieurs articles, que la perception du FPR comme le « pion des intérêts anglo-saxons »¹⁶ en Afrique centrale constitue l'une des explications principales de l'attitude française. Citant le chercheur Gérard Prunier, Agnès Rotivel écrit, dans un article paru le 21 mai dans *La Croix*, qu'« une telle obstination [à soutenir le régime rwandais] trouverait donc son explication dans le fameux “complexe français de Fachoda” ». Dans *Le Monde* du 7 juillet, Jacques Isnard résume l'analyse du conflit rwandais imputée par de nombreux journalistes au pouvoir français : « L'explication la plus souvent avancée fut longtemps toujours la même, c'est-à-dire plus que sommaire, et elle valait ce qu'elle valait : le Rwanda (francophone) est victime d'un conflit alimenté essentiellement par un Ouganda (anglophone) voisin, qui a trouvé des complices minoritaires – le FPR – pour imposer sa loi à une majorité d'une autre ethnie ».

couverte des camps » (Peton, Walter, 1997 ; Fernandez, in : Charaudeau et al., 2001 :

Là encore, l'argument a le mérite d'apporter une réponse à une question lancinante : pourquoi le gouvernement français a-t-il persisté à soutenir un régime dont la dérive ethnociste meurtrière était avérée ? Les enjeux économiques étant manifestement incapables de fournir un mobile, la défense de la « francophonie » face au rival anglo-saxon de toujours et le refus de revivre l'humiliation historique de Fachoda furent avancées. Dans *Le Soir*, Colette Braeckman développa à plusieurs reprises le même type d'argument, mais elle en pointa au moins une fois le caractère fallacieux rappelant, le 1^{er} juin, qu'au Rwanda « moins de 10 % de la population parle effectivement le français ». Cela n'empêcha pas le thème de l'opposition francophones/anglophones de connaître une grande stabilité, faisant « parfois oublier que les Rwandais ont une langue nationale qui n'est ni le français, ni l'anglais » (Le Pape 1995a).

La mémoire historique et discursive du judéocide

Dès lors que les massacres systématiques contre les Rwandais tutsis commencèrent à être régulièrement qualifiés de « génocide » dans la presse – entre la fin avril et la mi-mai selon les quotidiens – les références au génocide des Juifs se multiplièrent¹⁷. Un événement externe, figurant lui aussi à la « une » des journaux à partir du mois de juin, contribua à réactiver la mémoire de la Seconde Guerre mondiale : la commémoration du Cinquantenaire du débarquement allié en Normandie. Des journalistes, comme Colette Braeckman dans *Le Soir*, s'interrogeaient alors sur le sens du serment « Plus jamais ça ! », répété à l'envi, tandis que se déroulait au Rwanda un génocide contre lequel la « communauté internationale » se refusait à agir. Ainsi l'obligation morale d'intervenir pour contrer tout projet génocidaire, contractée par les États au lendemain du génocide perpétré par les nazis, fut-elle rappelée par de nombreux journalistes. Mais au-delà de la justification d'une posture engagée sur le terrain consensuel de la morale et des droits de l'homme, la comparaison avec le judéocide permit à des journalistes – des envoyés spéciaux notamment – de démontrer efficacement la nature génocidaire des massacres commis au Rwanda et de démentir la propagande gouvernementale qui invoquait des tueries spontanées. On pense à l'article de Patrick de Saint-Exupéry, intitulé « La solution finale du préfet de Kibuye » et paru dans *Le Figaro* du 6 juillet 1994¹⁸. Les modalités concrètes de l'organisation administrative et de l'encadrement militaire du génocide

82-85 ; Krieg-Planque, 2003 : 60), mais aussi durant la guerre du Golfe de 1991. En cela, il s'avère moins spécifique à la médiatisation du génocide au Rwanda que les évocations de « Fachoda » ou de l'intervention en Somalie, mais la fréquence des références à la destruction des Juifs d'Europe méritait d'être soulignée.

¹⁸ Ce rapprochement entre le judéocide et les massacres du Rwanda était opéré par certains journalistes dès le mois d'avril. Le 11 avril, le reporter de *Libération*, J.-P. Ceppi, qualifiait le premier de « génocide » les tueries commises au Rwanda.

¹⁹ J. Chatain, « Rwanda : voyage au bout de l'enfer », *L'Humanité*, 30/04/94, pp. 2-3.

dans la région de Kibuye y sont décrites avec précision. La mobilisation du registre du judéocide fait alors contrepoids à l'invocation du thème de la « guerre ethnique », souvent dans les mêmes journaux...

Dans L'Humanité, mettant en garde contre un négationnisme qui menaçait de se développer alors même que le génocide était en cours, le reporter Jean Chatain s'exclamait : « Alors, cette atrocité sera-t-elle gommée de la mémoire ? Après tout, il y a bien en Europe des gens qui nient les chambres à gaz et les crimes nazis contre l'humanité ! Si l'on peut nier un génocide, pourquoi n'en réfuterait-on pas un autre ? Y aura-t-il un jour des "révisionnistes" rwandais et un Faurisson africain ? »¹⁹. Des auteurs extérieurs aux rédactions intervinrent également dans ce sens. Ainsi la tribune de l'historien Jean-Pierre Chrétien²⁰, parue dans Libération du 26 avril et intitulée « Un nazisme tropical », eut-elle un certain retentissement à l'époque. Il développa le même type de comparaison historique entre le phénomène nazi et l'idéologie génocidaire des tueurs rwandais dans un article intitulé « Peste brune en Afrique noire », paru dans L'Humanité du 9 mai. La crainte d'un « scénario à la somalienne » En 1992, deux ans avant le génocide au Rwanda, une intervention internationale sous commandement américain s'était soldée par un échec en Somalie. Des soldats américains y furent tués et leurs corps mutilés puis traînés dans les rues de la capitale Mogadiscio. Le caractère limité du mandat accordé aux troupes de l'ONU présentes au Rwanda – la Minuar – puis le retrait de la majeure partie de ses effectifs à la suite du déclenchement des massacres et de la mort de dix casques bleus belges, ou encore le refus d'engagement des États-Unis, furent presque toujours expliqués par la crainte d'une réédition du « fiasco » somalien. Le 29 avril, l'envoyé spécial du Monde, Jean Hélène, explique que « les Nations unies, échaudées par l'expérience somalienne, refusent d'imposer la paix au Rwanda, et se contentent d'attribuer à la Minuar un nouveau mandat, humanitaire celui-là ». Commentant l'attitude des États-Unis, Maria Malagardis écrit, dans La Croix du 14 juin : « Traumatisés par leur expérience somalienne, les États-Unis semblent préférer que d'autres puissances occidentales

²⁰ Spécialiste de l'Afrique des Grands Lacs, J.-P. Chrétien est l'auteur de nombreux articles et ouvrages sur le génocide au Rwanda. Il a notamment dirigé un ouvrage sur le rôle des médias rwandais dans la diffusion de la haine ethnique (Chrétien et al., 1995a) et écrit plusieurs articles sur la couverture médiatique des événements en France (Chrétien, 1995b, 1997).

²¹ Entretien à Bruxelles (02/02/04).

²² Voir par exemple : « Rwanda : Paris directement impliqué dans la tragédie », L'Humanité, 17/05/94, p. 1 et 9 ; « Rwanda : les amitiés coupables de la France », Libération, 18/05/94, p. 1 ; A. Rotivel, « Chape de plomb sur un dossier réservé », La Croix, 21/05/94 ; R. Girard, « Rwanda : les faux pas de la France », 19/05/94, etc.

jouent désormais le rôle du gendarme ». On retrouve le même argument, sous la plume de nombreux journalistes et auteurs extérieurs aux rédactions, dans tous les quotidiens étudiés. La passivité internationale devant un génocide ainsi que le retard dans la reconnaissance officielle d'un crime qualifié bien plus tôt par la presse, trouveraient leur explication dans le précédent somalien. Cependant, cette comparaison répétitive avec la situation somalienne a pu faire obstacle à la compréhension de la situation au Rwanda. Pour la journaliste du Soir, Colette Braeckman²¹, cette référence empêcha certains de ses confrères de mesurer que, contrairement à la Somalie, l'État rwandais ne s'était pas effondré mais qu'il faisait au contraire preuve de ses capacités administratives et de son autorité dans l'organisation du génocide.

La presse entre discours de la pitié et « topique de la dénonciation »

Confronté à des tueries massives et systématiques, puis à l'exode de millions de personnes fuyant l'avancée du FPR, le discours des journalistes a oscillé entre deux registres majeurs : l'appel à la compassion ou à la pitié envers les victimes d'une « catastrophe humanitaire » et la dénonciation des persécuteurs, rwandais ou étrangers. Comme le montre Luc Boltanski (1993), la prise de parole publique face au spectacle de la souffrance se heurte à un interdit : celui de la relation purement factuelle, froide et détachée. Les commentateurs de la « souffrance à distance », en l'occurrence la presse, et la plupart des locuteurs qui s'y expriment, ont alors le choix entre le registre du « sentiment » qui oriente le regard vers les souffrances de la victime, et la « topique de la dénonciation » qui privilégie le dévoilement des responsabilités. Ces deux postures, parfois adoptées successivement, posent le problème du maintien de l'objectivité, élément central du modèle professionnel des journalistes. C'est à la façon dont les journaux ont répondu à ces exigences contradictoires qu'on va s'intéresser à présent. De façon assez générale et consensuelle, on a déjà signalé que les quotidiens ont critiqué la passivité de la communauté internationale face au génocide. Cependant, les deux titres belges se sont distingués par des prises de position plus nettement interventionnistes, dénonçant une passivité qui serait le résultat de l'absence d'intérêts économiques à défendre au Rwanda. De façon significative, Marie-France Cros titrait ainsi l'un de ses articles paru le 9 juin dans *La Libre Belgique* : « S'ils avaient du pétrole... ». Pourtant, malgré leur posture interventionniste, les deux quotidiens n'émirent pas la moindre critique face au retrait des Casques bleus belges du Rwanda qui al-

²¹ Sur ce sujet, voir Birck (1995), Mas (1999), et les interviews réalisés en mai 2004 par

lait précipiter le départ de l'ONU et compromettre toute possibilité d'intervention internationale. Le climat d'union nationale qui prévalait suite à la mort des dix casques bleus explique sans doute cette attitude. D'autant que l'expérience des envoyés spéciaux présents au Rwanda en avril, menacés physiquement et, de ce fait, cantonnés dans l'aéroport de Kigali, renforçait l'idée qu'il était impossible pour des Belges, y compris militaires sous mandat de l'ONU, d'intervenir.

Mais c'est surtout à partir de l'annonce de l'opération Turquoise par le gouvernement français que se manifeste une forte tension entre la logique du sentiment et celle de la dénonciation. L'exécutif français présenta l'objectif de l'intervention projetée comme exclusivement « humanitaire », visant à protéger les « civils menacés d'extermination », alors que ni l'ONU ni aucun autre pays ne semblait prêt à agir rapidement. À ce moment, vers la mi-juin, des articles mettant en cause le soutien constant de la France au régime du président Habyarimana, en dépit de sa dérive ethniste, avaient été publiés dans plusieurs quotidiens²². La politique récente du pouvoir français pouvait donc légitimement nourrir la méfiance sur les motifs réels de l'intervention. Pour autant, il apparaît difficile de formuler une opposition légitime à des énoncés humanitaires fondés sur le consensus. En effet, le « coût de formulation » d'un discours critique à l'égard de l'humanitaire s'avère le plus souvent prohibitif (Juhem, 2001). D'ailleurs, le président Mitterrand sut parfaitement user de la pression qu'exerce l'appel à la compassion et au devoir d'agir, lorsqu'il déclarait que « chaque heure compte » et que toute discussion retardant la mise en œuvre de Turquoise augmenterait le nombre des victimes. En outre, les journalistes trouvent dans l'analyse en terme de « crise humanitaire » une réponse adaptée aux contraintes diverses qui pèsent sur la production de l'information : dépolitisé et « objectif », mais aussi répondant au devoir d'engagement « moral » de la profession, le discours humanitaire possède encore l'avantage de favoriser un consensus qui permet de capter l'audience la plus large (Joinet, 2000). Enfin, l'alignement massif des journaux télévisés sur les arguments humanitaires du pouvoir, dont plusieurs journalistes ont ensuite dénoncé les pressions directes et indirectes²³, constituait un obstacle supplémentaire au discours de dénonciation.

Pourtant, à la différence de la télévision française, plusieurs journaux – L'Humanité, Le Soir, La Libre Belgique et, de façon plus nuancée, Libération – adoptèrent un ton très critique à l'égard de l'intervention française. Dans La Croix et Le Figaro, des journalistes comme Agnès

des étudiants de l'École d'application des étudiants en journalisme de Grenoble (site : <http://www.journalpes.net/>).

²⁴ Dans ces deux journaux, les positions divergentes adoptées par les journalistes recourent pour l'essentiel une opposition entre « terrain » et « rédaction ».

²⁵ « Victime de la milice », L'Humanité, 21/06/94, p. 4.

Rotivel et Maria Malagardis pour le premier, Renaud Girard et Patrick de Saint-Exupéry pour le second, se montrèrent pour le moins sceptiques et dénoncèrent les « ambiguïtés » d'une opération bien tardive s'il s'agissait de sauver les victimes du génocide²⁴. Pour défendre une telle position, il fallait démontrer que l'opération Turquoise serait inefficace à sauver les victimes et, pire encore, qu'elle risquait – volontairement ou non – d'offrir une protection à leurs bourreaux. Le 22 juin, Colette Braeckman remarque, dans *Le Soir*, que « seul le gouvernement intérimaire s'est félicité de l'initiative française », qu'elle qualifie le lendemain de « maladroit brouillard humanitaire », destiné à masquer une opération d'exfiltration de soldats français engagés auprès des troupes gouvernementales. L'investigation et la révélation des « motifs cachés » de l'opération sont chargés de prouver sa duplicité : le gouvernement français tente de s'appuyer sur une émotion légitime, mais il s'agit d'une compassion feinte. On retrouve ici l'arsenal de la critique du sentimentalisme décrit par Luc Boltanski.

L'Humanité, où l'ensemble des journalistes et locuteurs extérieurs défend une position très homogène (voir supra), affirme que « les charniers qui ensanglantent la terre rwandaise n'existeraient pas sans le soutien apporté par Paris à la dictature »²⁵. Cependant, la dénonciation de la politique passée de la France ne pouvant suffire à justifier le refus de la seule intervention proposée pour sauver les victimes encore en vie²⁶, le journal plaide pour une intervention africaine sous l'égide de l'OUA, avec cet argument : si la volonté française de secourir les civils menacés est sincère, alors la France doit mettre ses moyens militaires au service d'une « solution africaine ». Une telle proposition d'action alternative semble d'autant plus nécessaire que les quotidiens qui se montrent les plus hostiles envers l'opération française, furent aussi les plus prompts à dénoncer l'inaction internationale dès le mois d'avril, en adoptant une posture interventionniste.

Les défenseurs de l'opération Turquoise – la majorité de la rédaction du Monde, des journalistes du Figaro, en opposition avec les principaux envoyés spéciaux du journal, mais aussi des hommes politiques ou des personnalités diverses s'exprimant dans la presse – puisent quant à eux abondamment

²⁶ Le chroniqueur du Monde, P. Georges, répond avec véhémence à ce type d'arguments dans un article paru le 14/07/94 : « La France coupable, ce n'est pas rien, d'avoir largement armé les bourreaux, serait désormais coupable d'aider les victimes ? Sommes-nous devenus fous à considérer [...] l'intervention française comme une anomalie ? L'anomalie est que les sauveteurs armés en arrivent aujourd'hui à devoir appeler les Nations unies à l'aide et à subir le rejet des sauveteurs humanitaires ».

dans le registre du sentiment et dans la critique d'une dénonciation jugée « stérile », voire scandaleuse et déplacée lorsque des vies humaines sont en jeu. Sans nier les « erreurs » passées de la politique française au Rwanda, ils invoquent l'urgence de l'action, insistent sur l'horreur des massacres et fustigent les opposants à l'intervention. Le 8 juillet, l'ancien ministre Michel Jobert dénonce en ces termes, dans *Le Figaro*, les pays qui se sont abstenus au Conseil de sécurité lors du vote autorisant l'opération Turquoise : « Tous sans doute des pays trop perfectionnistes, inspecteurs des travaux finis, désirant toujours mieux, avec la certitude réconfortante de ne rien faire », alors que la France « enfin, a agi, en dépit des moues dubitatives, des campagnes hostiles, de l'éléphantinesque volonté de laisser les Rwandais s'étriper jusqu'au bout ». Ainsi cohabitèrent, dans ce journal, le point de vue critique des deux principaux envoyés spéciaux et la défense de l'opération par des auteurs extérieurs ou encore des journalistes de la rédaction, comme l'éditorialiste Charles Lambroschini. *Le Monde*, plutôt favorable à l'opération – l'envoyée spéciale Corine Lesnes en soulignant toutefois les « ambiguïtés » –, laissa s'exprimer des critiques virulentes dans ses pages « Débats ». Pour plusieurs quotidiens, la publication de points de vue extérieurs contradictoires fut un moyen de maintenir un équilibre précaire entre deux postures peu conciliables, sans que la rédaction se trouve directement engagée par la publication de tribunes parfois très polémiques. De la sorte, il semble bien que les quotidiens qui n'adoptèrent pas une « ligne » éditoriale fermement orientée vers la dénonciation, trouvèrent là un moyen de contourner deux risques opposés : l'accusation de partialité ou d'engagement, qui déroge à la règle de l'« objectivité », et celle de soumission aux choix du pouvoir politique – pour ce qui est de la presse française – contre la revendication d'indépendance de la profession.

²⁷ Voir J. Hélène, « La malédiction d'une théorie coloniale », *Le Monde*, 29/04/94.

Conclusion

La typologie des schèmes interprétatifs et des « topiques » mobilisés par la presse permet d'identifier les principales analyses produites pour répondre aux questions majeures posées par le génocide – l'origine historique du conflit, les questions sur la passivité internationale face aux tueries, l'engagement français aux côtés du régime rwandais et les motifs de l'opération Turquoise. Toutefois, il ne s'agit pas d'en conclure que chaque journaliste, ou plus généralement chaque locuteur s'exprimant dans la presse, puisse être identifié à un type de discours cohérent et homogène. Par exemple, les articles de Jean Hélène démontrent que le rejet affiché des thèses historiques coloniales²⁷ n'empêche guère l'analyse des événements en termes de « conflit ethnique », tandis que le reporter Renaud Girard prouve qu'il est possible de s'appuyer sur l'« hypothèse hamite » tout en démentant la théorie de la « fureur populaire ». Autrement dit, l'interprétation de la crise, par une même rédaction voire chez un même journaliste, varie parfois sensiblement au gré des événements nouveaux qui surviennent et qu'il s'agit d'expliquer en puisant dans un stock restreint de schèmes interprétatifs disponibles. Manifestement, cette nécessité de produire, presque instantanément, une analyse simple des événements, relègue au second plan le souci de la cohérence des interprétations.

Références

- Birck D., 1995, « La télévision et le Rwanda ou le génocide déprogrammé », *Les Temps modernes*, 583, pp. 181-197.
- Boltanski L., 1993, *La souffrance à distance. Morale humanitaire, médias et politique*, Paris, Métailié.
- Bourdieu P., 1984, « Quelques propriétés des champs », pp. 113-120, in : *Questions de sociologie*, Paris, Éd. de Minuit.
- Champagne P., 2000, « Le médiateur entre deux Monde. Transformation du champ médiatique et gestion du capital journalistique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 131-132, pp. 8-29.
- 1995, « La double dépendance. Quelques remarques sur les rapports entre les champs politique, économique et journalistique », *Hermès*, 17-18, pp. 215-229.
- Charaudeau P., Lochar G., Soulages J.-Cl., Fernandez M., Croll A., 2001, *La télévision et la guerre. Déformation ou construction de la réalité ? Le conflit en Bosnie (1990-1994)*, Bruxelles, INA/De Boeck Université.
- Charon J.-M., 2003, « Le journalisme d'investigation et la recherche d'une nouvelle légitimité », *Hermès*, 35, pp. 137-144.
- Chrétien J.-P., 1999, « Le nœud du génocide rwandais », *Esprit*, 254, juil., pp. 35-43.
- « Rwanda. La médiatisation d'un génocide », pp. 53-63, in : D'Almeida F., éd., 1997, *La question médiatique : les enjeux historiques et sociaux de la critique des médias*, Paris, S. Arslan.

- 1995, « Rwanda 1994. Mémoire ou négation d'un génocide ? », *Esprit*, 210, mars-avr., pp. 99-110.
- et al., 1995, *Rwanda. Les médias du génocide*, Paris, Éd. Karthala.
- Dauvin P., 2006, « Le traitement journalistique des crises au regard de la sociologie de la production de l'information », in : Le Pape M., Siméant J., Vidal C., dirs, *Crises extrêmes. Face aux massacres, aux guerres civiles et aux génocides*, Paris, Éd. La Découverte, à paraître.
- De La Brosse R., 1999, « Uniformisation médiatique des sociétés d'Afrique subsaharienne », pp. 241-259, in : Proulx S., Vitalis A., dirs, *Vers une citoyenneté simulée. Médias, réseaux et mondialisation*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- Dupaquier J.-F., 2002, « Informer sur l'Afrique », *Mouvements*, 21-22, pp. 89-95.
- Frilet A., 1995, « Reportages en situation de guerre et de génocide », *Les Temps modernes*, 583, pp. 149-160.
- Joinet B., 2000, « Le "plateau" et le "terrain". La division du travail à la télévision », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 131-132, pp. 86-91.
- Juhem P., 2001, « La logique du succès des énoncés humanitaires : un discours sans adversaires », *Mots. Les langages du politique*, 65, pp. 9-26.
- Krieg-Planque A., 2003, *Purification ethnique. Une formule et son histoire*, Paris, CNRS Éd.
- Le Pape M., 1995a, « Le travail des journalistes au Rwanda », pp. 37-43, in : Verdier R., Decaux E., Chrétien J.-P., eds, *Rwanda. Un génocide au XX^e siècle*, Paris, Éd. L'Harmattan.
- 1995b, « Des journalistes au Rwanda : l'histoire immédiate d'un génocide », *Les Temps modernes*, 583, pp. 161-180.
- Maillard D., 2002, « Génocide rwandais : l'Agence France Presse est-elle un organe de désinformation ? », <http://iso.metric.free.fr/03/AFP%20extrait.htm>, 11 oct.
- Marchetti D., 2000, « Les révélations du "journalisme d'investigation" », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 131-132, pp. 30-40.
- Mas M., 1999, *Paris-Kigali 1990-1994. Lunettes coloniales, politique du sabre et onction humanitaire pour un génocide en Afrique*, Paris, Éd. L'Harmattan.
- Neveu É., 2001, *Sociologie du journalisme*, Paris, Éd. La Découverte.
- Pedon É., Walter J., 1996, « Les variations du regard sur les camps de concentration en Bosnie. Analyse des usages de la photographie dans un échantillon français », *Mots. Les langages du politique*, 47, pp. 23-44.

Pontzele S., 2004, Burundi 1972/Rwanda 1994 : l'« efficacité » dramatique d'une reconstruction idéologique du passé par la presse, thèse de sociologie, université Lille 1.

Sedel J., 2004, « “La nouvelle formule du Monde” ». Contribution à une étude des transformations du journalisme », *Questions de communication*, 6, pp. 299-315.

Siméant J., 2006, « Qu'a-t-on vu quand “on ne voyait rien” ? Sur quelques aspects de la couverture télévisuelle du génocide au Rwanda par TF1 et France 2, avril-juin 1994 », in : Le Pape M., Siméant J., Vidal C., dirs, *Crises extrêmes. Face aux massacres, aux guerres civiles et aux génocides*, Paris, Éd. La Découverte, à paraître.

Vidal C., 1985, « Situations ethniques au Rwanda », pp. 167-184, in : Amselle J.-L., M'Bokolo E., dirs, *Au cœur de l'ethnie. Ethnie, tribalisme et État en Afrique*, Paris, Éd. La Découverte, 1999.